



A.F.P.

Agip

Agip

A.D.N.P.

éditorial

Le projet révolutionnaire

Michel Rocard

Mai 1968 est bien loin. Non pas que vingt mois représentent une longue période dans l'histoire humaine, mais il semble plutôt que, de toutes parts, on cherche à éluder à la fois les problèmes posés par la crise sociale et culturelle, dont le mouvement de Mai fut l'expression, et l'immense espérance dont il était porteur.

Que la droite autoritaire, Marcellin en tête, ne voie dans l'explosion de Mai qu'un accident inexplicable de l'histoire dont il importe d'extirper toute trace par la répression, quoi de plus normal ?

Que le grand capital moderne et la fraction du gouvernement qui le représente préparent des stratégies d'intégration sociale (contrats de progrès, nouvelle société) et de croissance inflationniste parce que l'inflation est un anesthésique efficace contre les maux du développement, quoi de plus normal ?

Que Jean-Jacques Servan-Schreiber rédige un manifeste agressivement réformiste sans prendre la mesure de l'événement de Mai, de ce qu'il signifie, de ce dont il est l'aboutissement, et de ses multiples conséquences, quoi de plus normal ?

Ce qui est moins normal, c'est que tout se passe comme si les seules forces organisées

qui aient tenu compte de l'événement aient su transformer leurs analyses, leurs stratégies, leurs tactiques et leurs moyens, en fonction de ce que Mai a ouvert dans la société française, étaient le grand capital industriel et la police.

Car, du côté des forces socialistes, le spectacle reste affligeant. Les représentants du Parti Socialiste (nouveau ?) ont fait à Nancy liste commune avec ceux du C.N.P.F. C'est plus qu'un signe, c'est une confirmation. Le Parti Communiste Français vient d'adresser au peuple de France un appel où il oublie de mentionner la dureté croissante des luttes sociales et la répression qui s'aggrave contre les militants ouvriers et paysans, contre les enseignants, les étudiants, les lycéens et aujourd'hui contre les soldats. Que l'espérance ouverte par le Mouvement de Mai et par les contradictions qu'il a accentuées au sein /de la bourgeoisie française soit celle d'un renversement du capitalisme, le P.C.F. n'en fait point mention. Or, la seule question qui est posée par la crise sociale, culturelle et économique qui ronge le capitalisme français est celle de son remplacement par des structures socialistes. Cela aurait pu faire l'objet d'un très bel appel au peuple français.

Cependant, si ces deux partis qui conservent, à un degré très inégal d'ailleurs, des liens avec les travailleurs, n'ont pas plus, à dire ou à pro-

poser, cela non plus ne doit pas nous surprendre. Les fondateurs du P.S.U. en 1960 pensaient déjà qu'un outil neuf était nécessaire, qu'ils n'hésitaient pas, dès cette époque, à qualifier de révolutionnaire.

L'inquiétant, aujourd'hui, est que le mouvement révolutionnaire, dans son ensemble, n'a pas su assumer pleinement et traduire en termes politiques la grande espérance de mai 1968.

Que de jeunes lycéens, en pleine lucidité, se suicident par le feu pour affirmer leur refus de la société, cela montre qu'ils ont perdu jusqu'à l'espoir. Qu'en conclure, sinon d'abord que nous n'avons pas su le leur donner?

Que des militants qui se parent du beau titre de révolutionnaires en soient réduits à se servir de déchets comme arme politique et à les lancer à la tête d'un homme qui demeure, tout doyen qu'il est, et même si ses choix ne sont pas les nôtres, un défenseur chaleureux de la dignité des hommes, cela dépasse le grotesque pour confiner au tragique. Car les résultats sont graves : on est pris de pitié non pas pour Ricœur, dont la stature est inattaquable à ce niveau, mais pour les militants dévoyés qui en arrivent là. Et plus gravement encore, de tels actes sont inacceptables pour la masse des étudiants et des enseignants, ils les rendent solidaires de l'institution universitaire et ils isolent le mouvement révolutionnaire, ce qui est exactement le contraire des objectifs politiques à poursuivre.

C'est aujourd'hui la responsabilité politique essentielle du P.S.U. et de ses militants que de savoir animer des luttes effectivement populaires, et de savoir les diriger contre le véritable adversaire, l'Etat ou le patronat, et non contre leur apparence.

C'est plus encore la responsabilité du P.S.U. et de ses militants que de redonner sa pleine dimension au projet révolutionnaire. Il faut pour cela que les luttes qui l'illustrent soient cohérentes entre elles, qu'elles soient claires pour les masses. La violence du capitalisme est présente tous les jours aux yeux des travailleurs : il n'est nul besoin d'en rajouter pour la décrire. Il est des violences verbales qui détournent les travailleurs de l'action de masse, il est au contraire une manière calme et responsable de conduire la bataille qui renforce l'unité des travailleurs et les rend capables de dominer la violence oppressive du capitalisme.

Le plus difficile aujourd'hui n'est même pas là. Il est dans la puissance offensive du régime. Dans bien des secteurs de la vie sociale, le gouvernement a repris l'initiative. Cela ne veut pas dire qu'il pourra surmonter ses contradictions, bien au contraire cela ressemble de sa part à une fuite en avant. Mais cela veut tout de même dire que la lutte sera longue et difficile. Il y faut donc méthode et continuité, rigueur dans la stratégie.

Ce problème se pose à nous, par exemple, au sujet de la campagne sur l'armée. 400.000 jeunes par an passent 16 mois en pure perte ; coupés de leurs familles, de leurs métiers et de leurs engagements militants, ils se voient interdire les plus élémentaires droits politiques ou syndicaux. L'objet de l'opération est de préparer une armée de répression sociale et un instrument de conditionnement de la jeunesse. Dénoncer ce scandale, lutter contre la répression, définir ce que pourrait être une véritable défense populaire, c'est un travail politique essentiel : nous en avons pour des années. Il n'est pas question de le mener de manière agitative ou dispersée, ni surtout de dégarnir pour cette campagne les fronts de lutte principaux que sont les entreprises ou l'Université.

Le projet révolutionnaire, c'est la volonté concrète de commencer en France, dans un avenir proche, la transition vers le socialisme, c'est-à-dire vers une société gérée par les travailleurs. Notre tâche est de donner corps à ce projet, de le préciser, et de l'illustrer par les refus comme par les luttes que nous menons pour le faire avancer. La dispersion des actions, le désespoir provocateur, l'émiettement du mouvement, tout cela ne sera surmonté que dans une espérance commune.

L'approfondissement de nos thèses et de la plate-forme de luttes en est la condition. C'est une des tâches importantes du parti dans les mois qui viennent.